

Débat sur le nouvel ordre international à Cuba

Image not found or type unknown

La Havane, 20 nov (RHC) Des représentants de différentes positions idéologiques et théoriques ont convenu à Cuba de la pertinence de lutter pour un nouvel ordre économique international (NOEI) de conformité avec les exigences actuelles du monde, des idées en accord avec celles du Groupe des 77 et de la Chine.

La 14e réunion internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement a débattu, entre autres, des implications négatives de NOEI, dont les effets négatifs se font sentir sur les pays en développement et les majorités exclues du progrès, pays qui devraient être l'objet et le but essentiel de ce "nouvel ordre".

À partir de la pluralité de la pensée, la réunion a analysé les tendances actuelles de la mondialisation, les problèmes du développement et ses mutations qui, par essence, sont des éléments représentatifs de l'internationalisation du capital.

Quelque 130 étrangers en personne et 21 en mode virtuel, provenant de 47 pays, et 521 Cubains ont examiné pendant quatre jours -du 14 au 17 novembre-, au Palais des Congrès de La Havane, 13 axes thématiques qui résument les problèmes fondamentaux qui affligent l'humanité.

À cet égard, lors de la cérémonie de clôture, le président cubain Miguel Díaz-Canel a souligné l'importance de ce type de débat pluriel, parfois polémique, mais ouvert aux points de vue les plus divers sur des questions qui ont besoin d'être éclairées et qui sont le résultat des processus associés à la mondialisation ayant un impact sur le développement.

Selon le Comité académique de la Rencontre, les participants ont souligné que parmi les nouvelles tendances figurent les disputes sur le rôle central des États et les mutations de l'hégémonie mondiale, cette dernière se déclinant en deux scénarios probables.

L'un serait la faiblesse du processus d'accumulation du capital aux États-Unis ; l'autre serait l'émergence de l'axe Chine-Inde-Russie en tant que concurrent hégémonique, toujours avec la prémisse que le système impérial ne tombera pas sous son propre poids, mais dépendra des luttes sociales.

La confrontation des idées est un principe de ces rencontres, que nous devons à leur principal promoteur, a déclaré le président, faisant référence au leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro. Il a très tôt compris l'importance du processus décrit ci-dessus par les universitaires et a d'ailleurs systématiquement présenté ses arguments théoriques, toujours du point de vue des exploités et des exclus.

En ce qui concerne la fragmentation des sciences sociales, les chercheurs ont averti qu'elle représentait une stratégie de pouvoir, car "le capitalisme est intégral et doit être pensé comme un système". C'est pourquoi une nouvelle interprétation, avec ses tendances et ses contre-tendances, est un défi pour les intellectuels de la pensée critique.

La crise, ont-ils dit, fait partie de l'essence contradictoire de ce système, mais avec des manifestations multiples, aggravées dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et avec des répercussions dans toutes les économies, en particulier dans les pays en voie de développement.

Ces crises s'accompagnent de l'offensive du capital et de ses modes d'action, tels que la marchandisation de toutes les activités possibles et la réduction substantielle de la sphère d'action de l'État, phénomène qui s'exprime par une offensive contre le travail, la nature et la société. Il s'agit d'une réponse du capitalisme à l'action des forces populaires.

Les nouvelles multinationales ont été un élément d'analyse dans la perspective d'une mondialisation différente, en réponse à la crise systémique du capitalisme et aux besoins du développement.

Dans ce contexte, on a souligné la "stratégie de l'ignorance programmée" à travers des mécanismes tels que les réseaux sociaux, les plateformes numériques, l'intelligence artificielle ou les "fake news" qui transmettent subtilement l'idéologie hégémonique.

AUTRES QUESTIONS CLÉS

L'analyse du commerce international a porté, d'une part, sur la détérioration de l'activité et sur le fait qu'elle a cessé d'être un moteur de la croissance mondiale et, d'autre part, sur la crise du système commercial multilatéral qui s'exprime dans l'Organisation mondiale du commerce.

Les relations monétaires et financières internationales ont également été abordées, ainsi que les limites à l'investissement et à la production résultant des politiques anti-inflationnistes et les difficultés d'accès au financement pour les pays en voie de développement.

De même, le groupe de participants intellectuels a discuté de l'impact du développement technologique sur les processus économiques et sociaux ; des problèmes environnementaux, des actions d'atténuation et d'adaptation face aux effets négatifs du changement climatique ; de la transition énergétique ; de l'économie circulaire ; et des nouvelles approches du développement territorial et rural.

La nécessité de placer l'intégration économique au cœur du débat sur le conflit entre l'hégémonie et un monde multipolaire, ainsi que les alliances stratégiques et les mécanismes intégrationnistes entre pays et régions en tant qu'alternatives pour surmonter les problèmes internationaux, ont également fait partie des analyses.

En ce qui concerne Cuba, diverses questions ont été abordées concernant l'évolution de l'économie et les facteurs externes qui l'influencent, l'accent étant mis sur le blocus des États-Unis en tant qu'obstacle fondamental au développement.

À cet égard, Miguel Díaz-Canel a rappelé que ce siège ne laisse aucun espace tranquille. Il est allé jusqu'à nous inscrire sur une liste de sponsors présumés du terrorisme, avec des interdictions d'accès au crédit et au financement.

La crise accentuée par la pandémie de Covid-19, le rôle de l'État et du secteur privé, l'autonomie des entreprises et le processus de décentralisation des pouvoirs dans les municipalités, entre autres, ont été les thèmes débattus sur l'île.

À la fin de la réunion, le président cubain a lancé un appel en faveur d'un monde plus juste, plus inclusif et plus équitable, qui offre aux nations appauvries de réelles opportunités de mener une vie digne et durable, dans laquelle la faim et la pauvreté disparaîtraient enfin, et où le droit à la vie et au développement serait respecté.

Source Prensa

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/339907-debat-sur-le-nouvel-ordre-international-a-cuba>



Radio Habana Cuba